

Vers une véritable sécurité

Toutefois, si nous nous limitons à la seule interaction entre développement et désarmement, nous faisons abstraction d'un certain nombre de facteurs importants et même prédominants. Par exemple, notre analyse sera incomplète — et peut-être futile — si nous examinons le désarmement sans tenir compte du concept de sécurité, dont il est une composante. En effet, pour les deux alliances militaires du monde développé, la sécurité repose principalement sur un système de dissuasion, dont la stabilité de l'équilibre des forces est la caractéristique essentielle. Ainsi, la dissuasion mutuelle est, depuis les 35 dernières années, le principal élément qui a empêché une guerre dans laquelle seraient utilisées les armes les plus puissantes jamais conçues. Cette forme de sécurité n'est manifestement pas l'idéal, puisqu'elle comporte un danger d'anéantissement réciproque. Une véritable sécurité ne sera possible que si elle s'accompagne d'un désarmement internationalement accepté et vérifiable.

Pour le moment toutefois, notre monde est si éloigné de cet objectif qu'il nous faut retenir comme notre objectif immédiat de désarmement le maintien de la sécurité à des niveaux d'armements moins sophistiqués, à la fois en termes de capacité de destruction et de coût. Nous croyons que cet objectif de désarmement tient compte à la fois de l'aspect économique de la course aux armements et du concept essentiel de sécurité. Il s'agit également d'un objectif sur lequel pays développés et en développement devraient pouvoir s'entendre. Il est compréhensible que les pays en développement préfèrent concentrer leur attention sur les dépenses d'armement des pays développés et mettre en relief la motivation économique du désarmement. Mais je crois que l'objectif de désarmement que nous avons choisi permet de discuter de développement et de désarmement dans un contexte plus réaliste.

Appui du Canada à l'étude de l'ONU

Le Canada voit des avantages à souligner les coûts économiques de la poursuite de la course aux armements et, en contrepartie, les avantages d'un certain degré de désarmement; c'est pourquoi il a appuyé concrètement une étude approfondie du sujet par les Nations Unies. Nous croyons qu'il est utile de concentrer l'attention sur la quantité de ressources consacrées à des fins militaires, et d'étudier par exemple des questions comme l'effet qu'auraient vraisemblablement sur les économies des pays développés des réductions substantielles des dépenses militaires. Étant donné que les pays du tiers monde adhèrent à la thèse de l'interrelation entre désarmement et développement, je crois que nous devrions également examiner le niveau de leurs budgets militaires.

Les dépenses militaires mondiales sont maintenant évaluées à \$500 milliards par année. Cela équivaut à plus d'un milliard de dollars par jour ou, si vous voulez, à presque un million de dollars par minute. Depuis la Seconde Guerre mondiale, les coûts directs de la course aux armements ont dépassé six billions de dollars, soit presque autant que le produit national brut mondial pour 1975. Six pays — Union soviétique, États-Unis, Chine, France, Royaume-Uni et République fédérale d'Allemagne — comptent pour près de 72 pour cent des dépenses militaires mondiales, pour près de 96 pour cent de toutes les activités de recherche-développement à des fins militaires, pour 90 pour cent de toutes les exportations d'équipement militaire et pour 95 pour cent des exportations d'armes sophistiquées vers les pays en développement.